

Loi n° 96-025 du 08 juillet 1996 relative à la production au contrôle et à la commercialisation des semences et plants certifiés.

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté:
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

ARTICLE PREMIER - La présente loi a pour objet de définir les règles juridiques applicables à la production, au contrôle et à la commercialisation des semences et plants certifiés.

Au termes de la présente loi, on entend par (semences et plants) tout organe ou partie de plante susceptible de produire ou de reproduire une plante.

ART 2 - Nul ne peut créer ou exploiter un établissement de production de semences et plants certifiés destinés à être mis sur le marché s'il n'est spécialement agréé à cet effet par le Ministre chargé de l'agriculture.

Les conditions d'octroi de l'agrément sont fixées par décret pris en conseil des Ministres sur rapport du Ministre chargé de l'agriculture.

ART 3 - Il est institué un Catalogue National des espèces et variétés.

Le Catalogue National porte la liste limitative des variétés ou types variétaux dont les semences et plants peuvent être diffusés ou commercialisés en Mauritanie sous forme de produits certifiés.

Sous réserve des normes nationales ou internationales applicables les espèces et variétés inscrites au Catalogue sont présumées propriété des personnes physiques ou morales au nom desquelles l'inscription a été effectuée.

L'organisation et le fonctionnement du catalogue National des Espèces et variétés seront définis par décret pris en conseil des Ministres sur rapport du Ministre chargé de l'agriculture.

ART 4 - Aux fins d'application de la présente loi, est institué un organe consultatif dénommé Conseil National des Semences et plants comprenant des représentants de l'administration, et dans une mesure appropriée des représentants des professionnels et opérateurs économiques concernés.

Le Conseil National des semences et plants a pour rôle de donner un avis consultatif sur l'ensemble des questions relatives à la production, au contrôle et à la certification des semences et plants.

La composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions du conseil National des semences et plants seront précisés par décret pris en conseil des Ministres sur rapport du Ministre chargé de l'agriculture.

ART 5 - Pour être diffusées et mises sur le marché sous forme de semences et plants certifiés, les productions de semences et plants doivent être revêtues d'un certificat délivré par l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants instituée à cet effet auprès du Ministre chargé de l'agriculture. Ce certificat atteste qu'elles ont été produites, conformément aux conditions prévues par la présente loi et par les règlements pris sur son fondement.

En vue de la certification des semences, les agents de l'administration chargés du contrôle et de la certification des semences et plants sont investis de tous les pouvoirs de contrôle nécessaires en vue de s'assurer que les semences et plants destinés à être mis sur le

marché ont été produits, collectés traités conditionnés et conservés conformément aux normes techniques exigibles.

ART 6 - L'importation des semences et plants est soumise à autorisation préalable du Ministre chargé de l'agriculture, dans les conditions prévues par décret pris en conseil des ministres sur rapport du Ministre chargé de l'agriculture.

ART 7 - Le Ministre chargé de l'agriculture prendra, le cas échéant en collaboration avec les autres Ministres compétents et après avis du conseil National des Semences et plants, les mesures appropriées en vue de l'approvisionnement du marché en semences en qualité et en quantité convenables.

ART 8 - Sans préjudice des sanctions administratives pouvant être instaurées par voie réglementaire, les infractions à la présente loi et aux règlements pris en application peuvent être passibles des peines prévues par la législation pénale en ce qui concerne la répression des fraudes.

ART 9 - Les dispositions de la présente loi seront précisées et complétées en cas échant par décret pris en conseil des Ministres sur rapport du Ministre chargé de l'agriculture.

ART 10 - La présente loi sera publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 07 juillet 1996

Le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
MAAOUYA OULD SID AHMED TAYA

Le PREMIER MINISTRE
CHEIKH EL AVIA OULD MOHAMED
KHOUNA